

Grèce-Turquie-Libye...

Tensions autour des ressources énergétiques en Méditerranée orientale



L'Union européenne et l'OTAN sous la pression d'Ankara

POINTS CHAUDS

Terrorisme, Mozambique, Biélorussie, Daghestan, Bolivie, Brésil...

GÉOÉCONOMIE

La souveraineté économique de la France face à la COVID-19

HISTOIRE

Guerre froide : Comment Gorbatchev a fait basculer l'URSS



Retrouvez-nous sur Arcion24.news

07 / AGENDA



08 / CARTOGRAPHIE



→ 08 – Colonies : main basse sur la vallée du Jourdain

10 / POINTS CHAUDS



- 12 – ENTRETIEN Terrorisme : ces attentats qui ont changé le monde
- 17 – ANALYSE Dans le Nord du Mozambique : une guerre qui ne dit pas son nom ?
- 21 – ENTRETIEN La Bolivie est-elle devenue un narco-État ?
- 25 – ANALYSE Le Brésil, Bolsonaro et la pandémie de COVID-19
- 29 – ANALYSE Biélorussie : le début de la fin de l'ère Loukachenko ?
- 33 – ANALYSE Moscou renforce son emprise sur le Daghestan

40 / GRAND JEU GAZIER EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE



- 42 – ANALYSE Alerte en Méditerranée orientale !
- 44 – ANALYSE Les ressources énergétiques de la Méditerranée orientale dans le grand jeu gazier international
- 49 – REPÈRES Réserves de gaz offshore au Levant : un trésor modeste à l'échelle mondiale
- 50 – ANALYSE Les frontières maritimes, au cœur de la compétition en mer Égée et au Levant
- 53 – ANALYSE La Turquie en Méditerranée orientale : des revendications énergétiques aux ambitions stratégiques
- 58 – FOCUS La Grèce en Méditerranée orientale : énergie, diplomatie et perspectives à l'ère de la pandémie de COVID-19
- 61 – ANALYSE L'Égypte, nouveau hub énergétique régional
- 66 – ANALYSE Israël et les enjeux énergétiques en Méditerranée orientale
- 70 – FOCUS Les hydrocarbures au Liban : entre espoirs et incertitudes

72 / GÉOÉCONOMIE



- 74 – ANALYSE La souveraineté économique de la France : quels enjeux ? Quelles menaces ?
- 80 – ANALYSE Comment renouer avec notre souveraineté industrielle ?
- 85 – ANALYSE Souveraineté numérique : la France et l'Europe peuvent-elles faire face au duopole sino-américain ?

90 / HISTOIRE



- 91 – ANALYSE Guerre froide : Gorbatchev et la bascule de l'Union soviétique

96 / LECTURES







Points chauds

ENTRETIEN Terrorisme : ces attentats qui ont changé le monde..... p. 12

ANALYSE Dans le Nord du Mozambique : une guerre qui ne dit pas son nom ?..... p. 17

ENTRETIEN La Bolivie est-elle devenue un narco-État ?..... p. 21

ANALYSE Le Brésil, Bolsonaro et la pandémie de COVID-19..... p. 25

ANALYSE Biélorussie : le début de la fin de l'ère Loukachenko ?..... p. 29

ANALYSE Moscou renforce son emprise sur le Daghestan..... p. 33

Photo ci-contre :

Des pompiers et des journalistes s'affairent près du lieu où viennent de s'effondrer les Twin Towers à New York, le 11 septembre 2001. Ce jour-là, 19 terroristes d'Al-Qaïda détournent quatre avions de ligne commerciaux, en projetant deux contre le World Trade Center à Manhattan, un contre le Pentagone à Washington, tandis que le quatrième s'écrase au sol loin de toute agglomération, grâce à l'intervention de ses passagers. Les relations de Washington vis-à-vis du monde islamique, et en particulier ses positions dans le conflit israélo-palestinien, seront avancées ensuite par Ben Laden comme motifs de l'attentat. Bilan humain : 6291 morts et 2977 blessés. Ouvrant le XXI^e siècle, ces attentats en constituent un jalon historique et un événement structurant majeur pour le monde, et ce pour de nombreuses années encore — tout comme, désormais, la crise sanitaire de 2020. (© Anthony Correia/Shutterstock)



analyse

Moscou renforce son emprise sur le Daghestan

Déarrassée du terrorisme islamiste et reprise en main politiquement par le Kremlin, la République du Daghestan est plus que jamais sous la surveillance de Moscou qui la considère comme une zone géostratégique, tant pour ses voies de transport énergétiques que pour sa position militaire privilégiée.

Par **Arthur Fouchère**, journaliste et grand reporter indépendant, spécialisé en géopolitique, conflits et économie, titulaire d'un master en droit international public à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2).

Sur la place centrale de Makhatchkala, la capitale de la République du Daghestan, un impressionnant chantier s'achève en ce mois de décembre 2019.

Sous le regard de l'émblématique statue de Lénine qui scrute l'édifice abritant gouvernement et Parlement, cette rénovation, telle une métaphore, semble mettre un point final à une refonte politique historique. Le 2 février 2018, le Kremlin opérait en effet une purge sans précédent à l'encontre du gouvernement du Daghestan, condamnant à de la prison ferme pour corruption ses cadres les plus emblématiques, dont le Premier ministre, Abdusamad Hamidov, et le maire de Makhatchkala, Musa Musayev.

Sujet de la Fédération de Russie (1), le Daghestan a bénéficié d'une grande autonomie de gestion à la suite de la chute de l'Union soviétique. Mais son économie, victime de la désindustrialisation (2) et en mal de diversification, s'est largement

reposée sur les transferts budgétaires fédéraux (qui représentaient encore plus de 74 % du budget annuel daghestanais en 2018, soit environ un milliard de dollars [900 millions d'euros] par an alloués par Moscou) (3). Dans ce contexte économique très fragile, le clan politique de l'ancien chef du Daghestan Ramazan Abdoulatipov (2013-2017), démissionnaire quelques mois auparavant, s'est attiré les foudres de Moscou après des années de détournements de fonds publics. Une corruption endémique qui n'avait fait que s'accroître à mesure que les tensions sécuritaires ébranlaient la république fédérée russe la plus peuplée (3 millions d'habitants) des sept entités du district fédéral du Caucase du Nord.

La forte déstabilisation du Daghestan (1999-2015), corollaire de la deuxième guerre de la Tchétchénie voisine (1999-2009) (4) — elle-même déclenchée par Moscou après l'invasion de villages daghestanais par la minorité djihadiste tchétchène (5) —,

Photo ci-dessus :

Vladimir Poutine est reçu par Vladimir Vassiliev, chef de la République du Daghestan, à Botlikh, en septembre 2019. Depuis sa nomination, Vassiliev poursuit la politique du Kremlin dans le Caucase du Nord : maîtrise sécuritaire et lutte contre la corruption clanique. (© Kremlin.ru)



Points chauds

Deux décennies d'instabilité

7 août-11 septembre 1999. Invasion du Daghestan par la faction djihadiste tchétchène de Chamil Bassaïev

26 août 1999 (-2009). Déclenchement de la seconde guerre de Tchétchénie par le Premier ministre Vladimir Poutine

10 juillet 2007. Proclamation de l'Émirat du Caucase par Dokou Oumarov

2010-2012. Politique d'ouverture religieuse au Daghestan, sous la présidence de Magomedsalam Magomedov

2013. Après l'assassinat du cheik Saïd Afandi (août 2012), chef de la Direction spirituelle du Daghestan, virage répressif contre les salafistes « modérés » sous le mandat de Ramazan Abdoulatipov



Ramazan Abdoulatipov, 73 ans, a été chef de la République du Daghestan de 2013 à 2017. Lui et son clan incarnent

la corruption endémique dans la république la plus méridionale de la Fédération de Russie. (© kremlin.ru)

2014-2015. Allégeance de l'Émirat du Caucase à l'organisation État islamique (EI). Départs massifs de Daghestanais vers la Syrie et l'Irak ; déclin du terrorisme malgré les attentats commis par l'EI



À la tête du Daghestan depuis fin 2017, **Vladimir Vassiliev,** 70 ans, est le premier dirigeant

de cette république russe à ne pas être issu de l'un des trois grands groupes ethniques locaux (Avars, Koumyks, Darguines), mettant fin aux usages politiques spécifiques à cette république fédérée qui, depuis 1921, voulaient que le pouvoir soit réparti selon des critères de nationalité. (© kremlin.ru)

Février 2018. Purge du gouvernement Abdoulatipov pour corruption

Septembre 2018. Vladimir Vassiliev est confirmé chef d'un Daghestan pacifié. Problématique du retour des djihadistes

2019-2021. Transfert au Daghestan (Kaspiïsk) de la base navale russe d'Astrakhan



a entretenu sa mauvaise réputation et une longue stagnation économique. L'établissement de « l'Émirat du Caucase » en 2007 par Dokou Oumarov, chef de guerre et dirigeant tchétchène à la tête de la faction islamiste, désirent instaurer la charia sur l'ensemble du Caucase du Nord, a accentué la pénétration du terrorisme djihadiste dans son *vilayat* (« district ») daghestanais : des attaques orchestrées par le groupe armé Sharia Jamaat se sont multipliées, se concentrant progressivement quasi exclusivement sur les forces de sécurité. Pendant une dizaine d'années, les nombreuses opérations antiterroristes menées par les forces russes (KTO) ont secoué des villes et villages entiers et fragilisé la population, notamment dans les environs de Bouïnassk et de Khassaviourt.

Au total, entre 2010 et 2018, on dénombre 3599 victimes de ces violences (militants djihadistes inclus) sur le sol du Daghestan, selon les données de *Kavkaz-Uzel*, média indépendant de l'ONG russe Memorial (voir graphique p. 37).

De la réislamisation à la déstabilisation

À 95 % musulman et majoritairement sunnite chafite de tradition soufie représentée par les confréries (*tariqats*) Naqshbandiyya et Chadhiyya (6), le Daghestan a vu l'apparition de l'islam sur son territoire, ainsi que sur une grande partie du Caucase du Nord, dès le VII^e siècle après notre ère : l'islamisation débuta après la conquête par le Califat islamique arabe, en 654, de la ville de Derbent (dans le Sud-Est de l'actuelle République), alors symbole de l'hégémonie des Perses qui en avaient fait le limes nord-ouest de leur Empire sassanide, berceau du zoroastrisme.

Malgré la défaite de la résistance nord-caucasienne menée par l'imam Chamil face à l'Empire russe à l'issue de l'interminable guerre du Caucase (1817-1864), la pratique de l'islam en Ciscaucasie demeura libre. Ce n'est que durant l'ère

soviétique que l'islam fut interdit, bien qu'il ait survécu dans la clandestinité. « À la chute de l'URSS, le rétablissement de la liberté de culte et la plus grande ouverture des frontières eurent de nombreuses incidences. Plus que d'une renaissance, il s'agit d'une réislamisation », précise Akhmet Yarlykapov, expert reconnu, d'origine daghestanaise, au Centre for Caucasian Studies and Regional Security (MGIMO) et au Moscow State Institute of International Relations (interviewé à Moscou en décembre 2019). Ainsi, les Nord-Caucasiens ont pu se réapproprier, de manière paisible, leur islam soufi traditionnel, sous le contrôle de la Direction spirituelle des musulmans du Daghestan. Parallèlement, des flux de capitaux en provenance du golfe Persique et principalement d'Arabie saoudite favorisèrent l'établissement d'un courant minoritaire salafiste d'influence wahhabite (1,5 % de la population, soit environ 45 000 Daghestanais — chiffre qui revient chez les habitants et les experts, dont Akhmet Yarlykapov cité plus haut). Présent principalement dans les républiques de Kabardino-Balkarie, d'Ingouchie, de Tchétchénie, et donc du Daghestan, ce salafisme majoritairement quiétiste dit « modéré » (non politique et condamnant l'usage de la violence) n'a pu empêcher l'émergence d'une dissidence djihadiste grandement influencée par le prédicateur saoudien Ibn al-Khattab dans les années 1990.

Pacifier pour mieux contrôler : la stratégie de Moscou

En vue de sa réélection (acquise le 18 mars 2018), Vladimir Poutine poursuivit sa communication anticorruption et son processus de centralisation du pouvoir. Dès le 3 octobre 2017, soit quelques mois avant la purge du gouvernement Abdoulatipov, le président russe plaça Vladimir Vassiliev à la tête du Daghestan en tant que responsable par intérim. Premier chef de la République depuis 1948 à n'être



Photo page de gauche : Rénovation de la place centrale de Makhatchkala, la capitale du Daghestan, anciennement « Place Lénine » jusque dans les années 1990. À droite, le bâtiment hébergeant le gouvernement et le Parlement. Achévé au printemps 2020, ce chantier symbolise la restructuration politique du Daghestan. (© Arthur Fouchère)

ni musulman (il est chrétien orthodoxe) ni issu de l'une des grandes ethnies daghestanaïses (il est russe d'ascendance kazakhe), Vladimir Vassiliev est membre du parti Russie unie et fut député de la Douma entre 2003 et 2017. En septembre 2018, il fut confirmé dans ses fonctions de chef du Daghestan. Chargé par Moscou de remettre de l'ordre au niveau politique, budgétaire et sécuritaire, Vladimir Vassiliev bénéficie d'un déclin du terrorisme amorcé dès 2014 sous le mandat de son prédécesseur. En effet, alors que l'Émirat du Caucase s'affaiblissait considérablement, Ramazan Abdoulatipov avait opéré un virage répressif très critiqué quant à sa légalité et à son efficacité, en mettant fin au processus de dialogue avec les pratiquants salafistes ⁽⁷⁾. Cette minorité fut alors la — mauvaise — cible des autorités (fichiers, contrôles et arrestations arbitraires à la sortie des mosquées, meurtres et bavures), grâce à une interprétation extensive de l'article 14 de la

“ Plus de vingt ans après l'avènement au pouvoir du dirigeant russe et le début du second conflit tchéchène, le Daghestan constitue pour Moscou, au-delà d'une entité fédérée à stabiliser, un périmètre géostratégique à l'échelle régionale (Caucase, Asie centrale, Moyen-Orient). ”

loi du 16 septembre 1999 sur « la prohibition du wahhabisme et d'autres activités extrémistes sur le territoire du Daghestan ». Cette stratégie n'a fait qu'alimenter l'esprit de vengeance et la radicalisation, vers un salafisme révolutionnaire, de petits groupes de militants, voire d'individus isolés. Rarement pratiquants à l'origine, ces loups solitaires retranchés dans les zones montagneuses et rurales sont surnommés *Лесные* (en russe, littéralement « qui viennent de la forêt »). Des centaines d'entre eux ont rejoint les rangs de mouvances djihadistes et plus particulièrement de l'organisation État islamique (EI), à laquelle l'Émirat du Caucase, à bout de souffle, prêta définitivement allégeance en 2015 — la Russie formant alors, après la Tunisie, le plus gros contingent de cette organisation en Syrie et en Irak.

« Avant les Jeux olympiques de Sotchi, les services de renseignement ont officiellement plus que favorisé — voire parfois forcé — le départ vers la Syrie et l'Irak de nombreux Daghestanais radicalisés, ou potentiellement radicalisés, pour ne prendre aucun risque. Selon le Kremlin, 5000 ressortissants russes, dont 1500 Daghestanais, sont partis, mais il y aurait eu en réalité 5000 Daghestanais à eux seuls ! », confie Akhmet Yarlykapov. Malgré plusieurs attaques meurtrières sur des civils revendiquées par l'EI entre 2014 et 2018 ainsi que des assauts contre des cellules terroristes dormantes jusqu'en 2019, notamment à Sultan-Yangi-Yurt, dans le centre du pays,

cet « exode » massif a coïncidé avec la pacification progressive du Daghestan — l'amélioration de la sécurité est d'ailleurs confirmée par les habitants de ce village proche de Kiziliourt. Chargée de l'enregistrement des cultes, la Direction spirituelle du Daghestan, dirigée par le cheikh Akhmad Afandi Abdulaïev, ne contrôle pourtant à ce jour que la moitié des courants musulmans. Officiellement autorisé, comme en Ingouchie, le salafisme est, dans les faits, toujours muselé, sans être toutefois l'objet d'une répression aussi extrême qu'en Tchétchénie. Depuis son entrée en fonctions, Vladimir Vassiliev adopte une posture de compromis, dictée par Moscou. Il n'est pas rare d'apercevoir, à Derbent ou à Khassaviourt, des affiches le mettant en scène en train d'alerter sur les risques de radicalisation, faisant écho aux structures de prévention mises en place. L'avocate daghestanaïse Sevil Navruzova, directrice du Centre de réconciliation et d'harmonie de Derbent et membre du Conseil antiterroriste de la République du Daghestan, est très impliquée dans ce processus et participe en outre au rapatriement de djihadistes depuis la Syrie et l'Irak — un sujet délicat sur lequel le Kremlin communique peu. « Ceux qui ont commis des crimes avérés sont alors jugés en vertu du droit pénal russe et condamnés en Russie. D'autres pourront être réinsérés sous haute surveillance s'il est prouvé qu'ils ont renoncé à combattre une fois sur place ou s'ils se repentissent. Plus de cent



hommes sont déjà revenus », témoigne-t-elle avec rigueur depuis son bureau à Derbent. Moscou cherche ainsi à éviter de possibles représailles sur son sol par des combattants russes, mais aussi leur récupération par de nouvelles mouvances. Officiellement, seules les épouses, sous strictes conditions, et surtout les enfants, de manière automatique, sont la priorité de ces rapatriements — une faveur que le chef de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, avait été le premier à obtenir de Vladimir Poutine en août 2017.

Photo ci-dessus : La mosquée centrale de Makhatchkala. Au Daghestan, le soufisme est la religion officielle et, depuis 2016, les mosquées salafistes ont pour la plupart été fermées de force. (© Shutterstock/Suleyman Nabiev)



Points chauds

Un espace militaire stratégique

Plus de vingt ans après l'avènement au pouvoir du dirigeant russe et le début du second conflit tchéchène, le Daghestan constitue pour Moscou, au-delà d'une entité fédérée à stabiliser, un périmètre géostratégique à l'échelle régionale (Caucase, Asie centrale, Moyen-Orient). En témoigne le transfert en cours de la base navale russe d'Astrakhan, sur la Volga (à une centaine de kilomètres de l'embouchure du fleuve sur la mer Caspienne et à 200 kilomètres au nord du Daghestan), à Kaspiisk, sur le littoral caspien du Daghestan, à quelques kilomètres au sud de sa capitale, Makhatchkala [voir carte p. 39]. C'est un symbole fort du contrôle accru du Daghestan par le pouvoir fédéral, rendu possible par le dynamisme de la future métropole Makhatchkala-Kaspiisk, où les projets immobiliers se multiplient à vue d'œil. Si cette délocalisation méridionale permettra de pallier les six mois annuels de gel des eaux navigables de la région d'Astrakhan, elle facilitera aussi l'accès au champ de tir de Dalniy, où des troupes de la marine russe ont procédé en octobre 2019 à des exercices de tirs de missiles à l'aide de lance-roquettes Tornado-G (8) et où s'entraînent les forces antiterroristes russes depuis plusieurs années. Cette situation géographique privilégiée pourrait en outre faciliter le déploiement d'opérations militaires par la marine russe, à l'ins-

la mer intérieure et à celui du lac et confirme les limites des droits iraniens d'exploitation des hydrocarbures), ce transfert rapprochera les deux puissances sur le plan énergétique (projets de plateforme de forage en Iran financés par la Russie), commercial (nouveaux ferries de produits alimentaires, investissements iraniens au Daghestan) et militaire (proximité). « Ces éléments s'inscrivent dans la consolidation d'un axe ferroviaire, routier et maritime Moscou-Bakou-Téhéran-

“ Contrairement à la Tchétchénie, le Daghestan n'a jamais exprimé de velléités sécessionnistes, du fait de sa composition ethnique diversifiée : une mosaïque d'une trentaine d'ethnies qui, malgré l'absence de mixité sociale, cohabitent en bonne intelligence tout en se neutralisant. ”



Photo ci-dessus :

En octobre 2019, les troupes d'infanterie de la Flotille de la Caspienne ont mené des exercices de tirs de roquettes Tornado-G sur le champ de tir de Dalniy, au Daghestan. Le transfert, au cours de l'année 2020, du quartier général de la Flotille de la Caspienne sur la base navale de Kaspiisk, dans cette même république fédérée, va renforcer le rôle stratégique du Daghestan pour Moscou. (© Russian Ministry of Defense)

tar des tirs de missiles de croisière ciblant le territoire syrien réalisés le 7 octobre 2015 depuis la frégate *Daghestan* positionnée en mer Caspienne, qui avaient permis à la Russie de faire étalage de sa maîtrise des 3M-14 Kalibr (code OTAN SS-N-30, un équivalent des Tomahawk américains) pour intimider les puissances militaires occidentales (9).

Un rapprochement d'autant plus stratégique dans le récent contexte de la Convention « sur le statut légal de la mer Caspienne » du 12 août 2018 (ratifiée par la Russie en octobre 2019), renforçant le leadership de la force navale russe dans la région et interdisant la circulation de navires ne battant pas pavillon de l'un des États signataires bordant la mer Caspienne (Russie, Kazakhstan, Turkménistan, Iran et Azerbaïdjan — article 3, point 11) (10).

Enfin, malgré les tensions existant entre Moscou et Téhéran sur ce cadre juridique (qui emprunte à la fois au régime de

Chabahar-Bombay — projet de couloir international de transport “Nord-Sud” (INSTC) — qui entend être le pendant, via l'Iran, de l'axe Kachgar-Islamabad-Gwadar des nouvelles routes de la soie chinoises, en cours de construction via le Pakistan. Par Kaspiisk, le Caucase du Nord est en train de récupérer une importance stratégique qu'il avait quelque peu perdue » explique René Cagnat, colonel en retraite de l'armée française et grand spécialiste de l'Asie centrale et de la Russie.

Des voies de transport énergétiques

Si le Daghestan demeure si hautement stratégique, c'est également parce qu'il est traversé depuis plusieurs décennies, au même titre que la Tchétchénie, par des voies de transport de matières premières, dont Moscou dépend et qu'il entend sécuriser, pérenniser et rentabiliser.

D'importants pipelines coupent le territoire daghestanais : le gazoduc reliant Mozdok (Ossétie du Nord/Russie) à Kazi Magomed (Azerbaïdjan) via Makhatchkala, destiné à la consommation intérieure russe, mais surtout l'oléoduc Bakou-Novorossiisk. Long de 1330 kilomètres et cogéré par les sociétés russe Transneft et azérie SOCAR sur leurs portions respectives, il relie depuis 1997 la capitale de l'Azerbaïdjan à la côte russe de la mer Noire, en passant par Makhatchkala, l'Ouest du Daghestan et Grozny. Concurrencé depuis 2006 par l'oléoduc azéri Bakou-Tbilissi-Ceyhan contournant la Russie par la Géorgie et la Turquie, le segment russe a bénéficié d'un second souffle à partir de 2010. Moscou a alors commencé à y injecter son propre pétrole en provenance du grand gisement offshore de Yuri Korchagin, le premier exploité par la Russie en mer Caspienne, dopant ainsi ses débouchés d'exportations à destination de l'Europe centrale et méridionale.



Dans la connexion de ces canalisations énergétiques et du réseau ferroviaire commercial, le port de Makhatchkala (11) représente un maillon essentiel pour réceptionner les tankers (plus de quatre millions de tonnes de cargaison en 2019, selon la direction générale du port) et assurer l'acheminement progressif des énergies fossiles russes, mais aussi kazakhes et turkmènes. En provenance du port de Turkmenbashi, l'or noir (brut et raffiné) turkmène s'avère être un enjeu non négligeable dans la revitalisation du port de Makhatchkala, au bord de la faillite il y a encore quelques années. Après quatre ans de contentieux à la suite d'un scandale de vol de pétrole favorisé par la société de transbordement Dagneft-produkt, qui avait vu les Turkmènes se rabattre sur le port de Bakou, les accords commerciaux entre Moscou et Achgabat ont repris en décembre 2019 (12). Malgré sa riche teneur en sulfure d'hydrogène, le pétrole kazakh est quant à lui transbordé en volumes importants, atteignant deux millions de tonnes par an en 2019 (selon l'agence de presse russe TASS) depuis le port d'Aktaou. Une seconde raffinerie, la première d'envergure au Daghestan, est d'ailleurs sur le point d'être achevée à Makhatchkala, pour traiter ces différentes sources d'hydrocarbures.

Opportunisme économique ou crainte du séparatisme ?

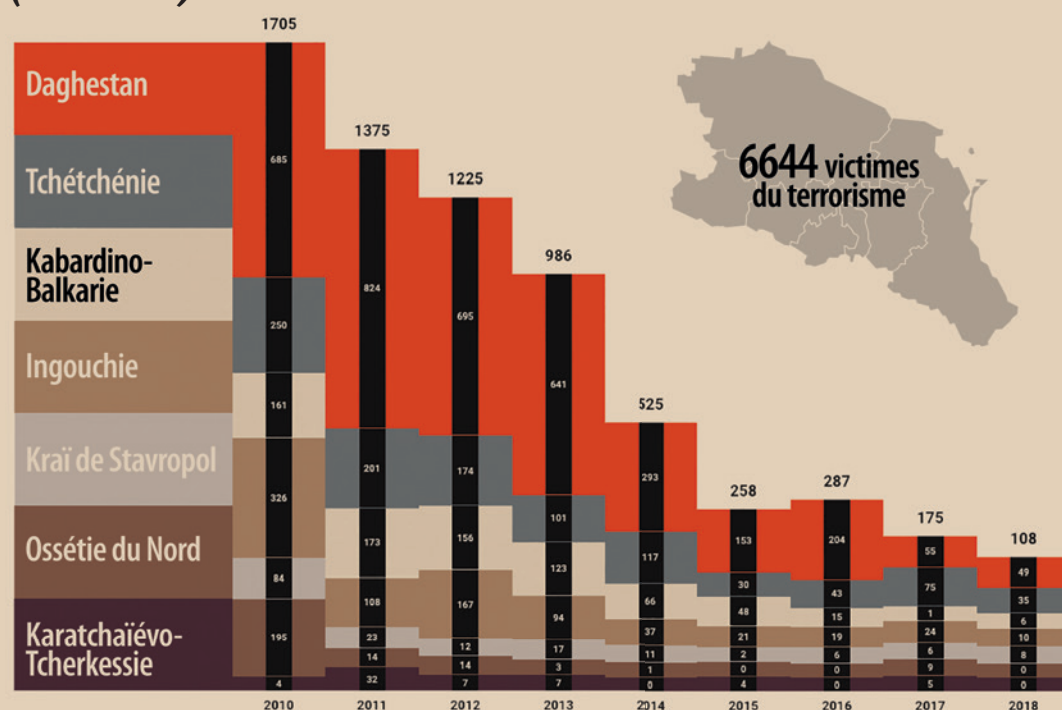
Les ressources énergétiques daghestanaises sont-elles aussi convoitées par Moscou qu'on le dit ? Contrairement aux idées reçues, les réserves à terre des nombreux petits puits de pétrole sont épuisées ou faibles et il n'y a au Daghestan aucun grand gisement de pétrole (c'est-à-dire offrant au moins 20 millions de tonnes ou 150 millions de barils) immédiatement exploitable et donc susceptible d'intéresser les sociétés d'État. Aussi, la production n'a cessé de chuter depuis 1991, tandis que les géants fédéraux gardent la mainmise sur les exploitations de taille moyenne. Selon Michail Chernyshov, chercheur à l'Institute for Market Problems of the Russian Academy of Sciences, le secteur gazier offrirait en revanche des perspectives bien plus intéressantes. « Si le Daghestan exploitait lui-même ses importantes réserves de gaz, il pourrait être autosuffisant pendant plusieurs décennies » explique-t-il. Le potentiel gazier des gisements du plateau continental daghestanais de Dimitrovskoye, au sud de Makhatchkala, et d'Inchkhe-More, face à la ville d'Isberbash, n'est plus à confirmer (13).

Mais le premier est totalement sous-exploité par Dagneftgas (filiale de Rosneft) (14), tandis que le second, découvert en 1974, n'en est qu'au stade du forage d'exploration.

En juin 2020, Moscou ne semble plus les estimer prioritaires depuis l'exploitation très rentable par Lukoil, dans le sillage de celui de Yuri Korchagin, du gisement offshore de pétrole de Filanovsky (2016) — plus de 30 millions de tonnes produites à eux deux entre 2010 et 2019 — et de celui de Rakushechnoye

(prévu pour 2023), dans la partie russe de la Caspienne (Nord-Ouest). Une zone attractive pour son brut de grande qualité, son potentiel complémentaire en gaz naturel et son équidistance entre Makhatchkala et Astrakhan (accès à l'oléoduc *Caspian Pipeline Consortium* et aux infrastructures énergétiques). Parallèlement, en raison de la mainmise des grands groupes russes sur le marché gazier, Gazprom en tête, et de leur excédant de production, le Daghestan est contraint d'importer massivement son gaz depuis les champs sibériens, s'exposant

Nombre de victimes en lien avec le terrorisme dans le Caucase du Nord (2010-2018)*



* Militants djihadistes inclus. Source : The Caucasian Knot

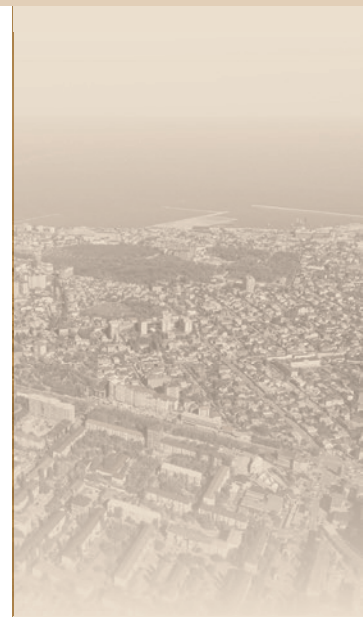
à une dette faramineuse, qui accroît encore davantage sa dépendance vis-à-vis de Moscou.

Certes, en 2014, Ramazan Abdoulatipov avait obtenu du Kremlin le droit de créer une entité autonome, la Société d'État pétrolière et gazière de la République du Daghestan (GNKRD). Mais en 2020, il ne s'agit que d'une coquille vide fortement endettée qui n'est jamais parvenue à attirer les acteurs étrangers comme PetroVietnam, un temps intéressé.

Ainsi, il semblerait que ce soit d'abord pour rentabiliser ses investissements et développer des synergies commerciales Nord-Sud et Est-Ouest, que Moscou ait neutralisé l'autonomisation des capacités énergétiques de la république.

De nombreux *think tanks* occidentaux estiment que le Kremlin a favorisé cet état de dépendance, entretenu par les transferts budgétaires fédéraux, et freiné l'émancipation du Daghestan, afin d'éviter tout risque d'indépendantisme de sa part, quitte à sacrifier l'exploitation des ressources locales. Cette thèse mérite néanmoins d'être nuancée.

Un Daghestan autoproclamé indépendant se serait heurté au pouvoir dissuasif de la puissance militaire russe après les





Points chauds

Pour aller plus loin

René Cagnat, *Le désert et la source. Djihad et contre-djihad en Asie centrale*, Paris, Les Éditions du Cerf, juin 2019, 371 p.



conflits tchéchènes, à son incapacité technique à exporter ses hydrocarbures qui dépendent des pipelines fédéraux et à la nécessité d'investissements étrangers colossaux. De plus, contrairement à la Tchétchénie, le Daghestan n'a jamais exprimé de velléités sécessionnistes, du fait de sa composition ethnique diversifiée : une mosaïque d'une trentaine d'ethnies qui, malgré l'absence de mixité sociale, cohabitent en bonne intelligence tout en se neutralisant.

La défiance des Daghestanais, dans leur ensemble, à l'égard des méthodes militaires et politiques du Kremlin, ainsi que des rivalités claniques des élites daghestanaises corrompues, principalement issues des trois premiers groupes ethniques (15), auraient pu remettre en cause cette cohésion. Mais depuis la chute des tensions sécuritaires, le peuple veut aller de l'avant et aspire, sans illusion démesurée, à une certaine responsabilité du pouvoir spirituel et politique.

Dans un contexte de récession économique due à la chute des cours des hydrocarbures consécutive à la crise de la COVID-19, les défis restent immenses : lutte contre la pauvreté et le chômage, fourniture de gaz aux régions reculées, investissements dans l'industrie, encadrement des fraudes liées aux permis de construire, contentieux sur la répartition des terres...

Devant l'importance que revêt le Daghestan pour Moscou, le développement et la stabilisation de cette république semblent plus que jamais tributaires d'une dépendance accrue vis-à-vis des autorités fédérales.

Arthur Fouchère

Photo ci-contre :

À Derbent, la plus vieille ville de Russie (2000 ans), l'abandon du littoral caspien illustre l'absence d'investissement dans l'industrie du tourisme, minée par deux décennies de terrorisme. Sa citadelle, héritée de l'Empire perse, est l'une des fiertés culturelles du Daghestan. (© Arthur Fouchère)



Notes

(1) Les 85 sujets de la Fédération de Russie (républiques, kraïs, oblasts, villes d'importance fédérale, districts autonomes) sont des entités régionales jouissant de plus ou moins d'autonomie. Le Daghestan est l'une des 22 républiques russes.

(2) Pendant la période soviétique, le Daghestan était une zone industrielle d'importance, notamment pour l'industrie militaire.

(3) Près de 79,5 milliards de roubles (1,13 M\$) alloués par Moscou, sur un budget total d'environ 107 milliards de roubles (1,53 M\$) (article 1.1 de la loi de finances rectificative : <http://docs.cntd.ru/document/446604581>).

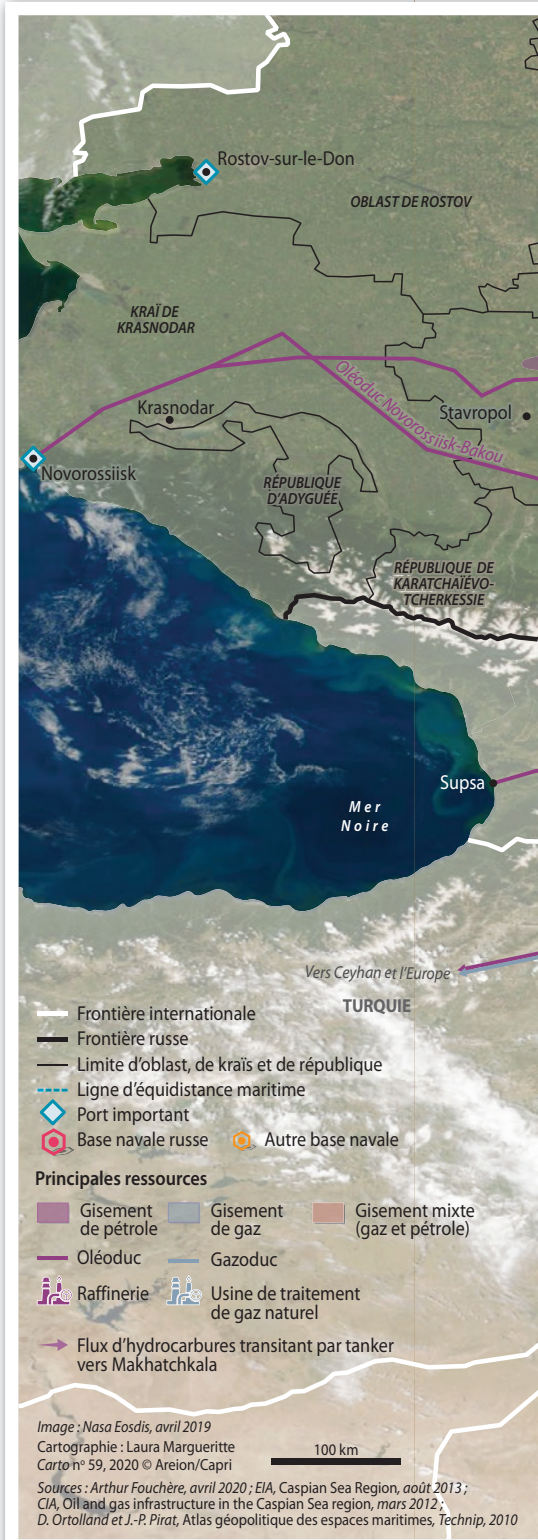
(4) Le conflit armé eut lieu du 26 août 1999 au 6 février 2000, mais des opérations contre-insurrectionnelles s'étalèrent jusqu'au 16 avril 2009. Engagé par le nouveau Premier ministre d'alors, Vladimir Poutine, il opposait l'armée fédérale russe à une faction djihadiste de la résistance indépendantiste laïque de la première guerre (1994-1996), qui avait à l'époque mis en échec les troupes du président Boris Eltsine. À eux deux, ces conflits ont fait au moins 150 000 morts, majoritairement des civils.

(5) Du 9 août au 11 septembre 1999, une minorité djihadiste tchéchène, née d'une scission au sein des résistants séparatistes laïques de la première guerre, s'attaqua notamment aux villages de Karamakhi et de Chabanmakhi (zone de Kadar). Elle est pilotée par le chef de guerre tchéchène Chamil Bassaïev et le très influent Saoudien Ibn al-Khattab.

(6) Le reste est composé des Nogai (sunnites de la jurisprudence hanafite) ainsi que d'une minorité chiite.

(7) De 2010 à 2012 (mandat de Magomed-salam Magomedov), un dialogue avait été instauré entre les salafistes dits modérés et la Direction spirituelle du Daghestan. Une commission pour la réhabilitation des militants de l'Émirat du Caucase fut même créée. Mais l'assassinat du cheikh Saïd Afandi al-Chirwaki, à l'initiative de cette ouverture, mit fin à ce processus.

(8) Voir la vidéo officielle de propagande du ministère de l'armée : <https://bit.ly/20tutpK>

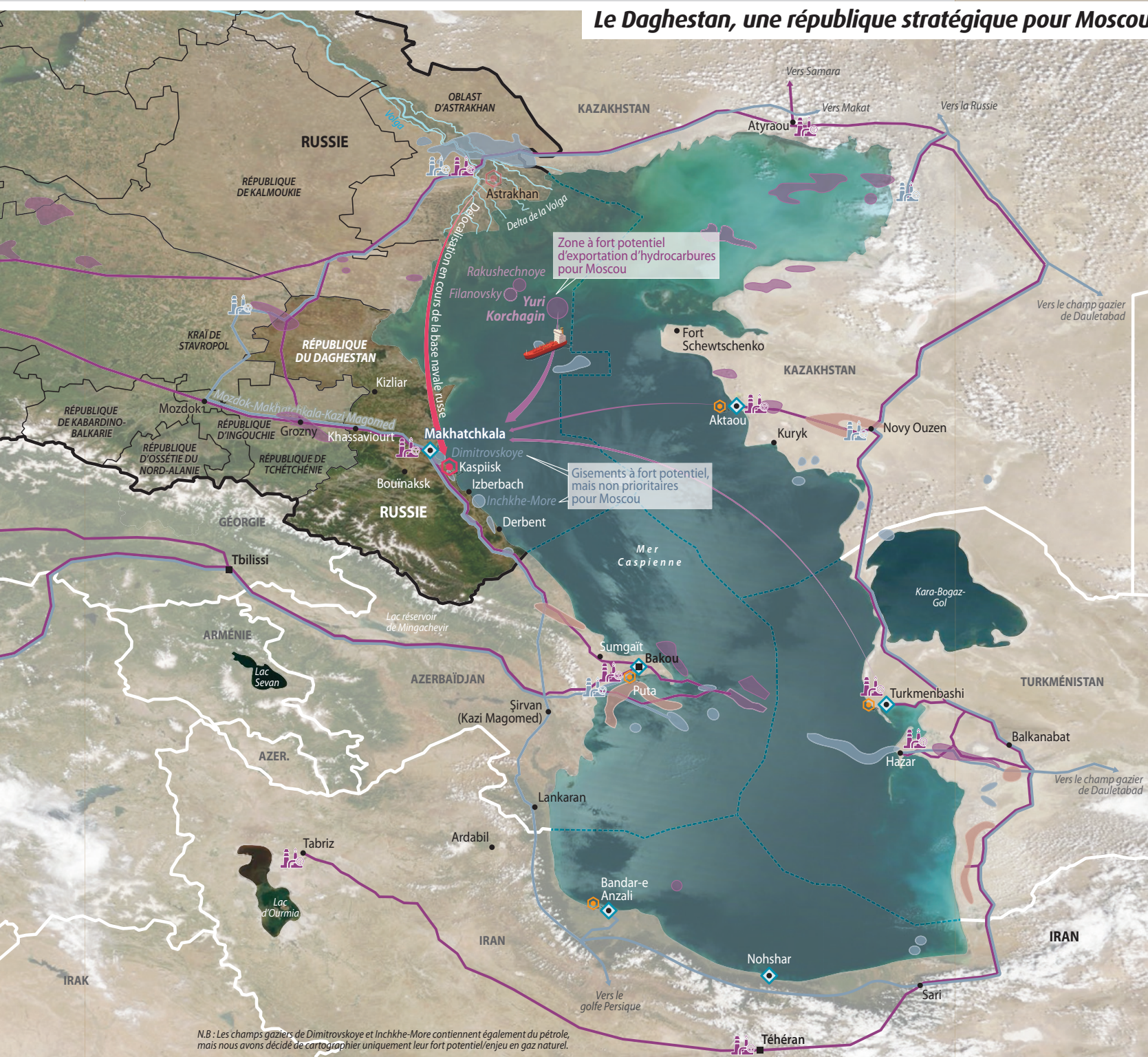


(9) I. Mandraud et N. Guibert, « Moscou teste de nouveaux missiles en Syrie », *Le Monde*, 8 octobre 2015. Voir également la vidéo de propagande : <https://www.youtube.com/watch?v=GDKfxGLF9Bo>

(10) Clément Therme, « L'accord "historique" sur la mer Caspienne, symbole d'un recul ira-



Le Daghestan, une république stratégique pour Moscou



nien ? », *Diplomatie* n° 96, janvier-février 2019.

(11) Entreprise unitaire de l'État fédéral jusqu'en 2016, le port est devenu une société par actions possédée à 100 % par l'État. Un plan de privatisation partielle est à l'étude.

(12) Voir l'étude géologique : « First-Priority Directions and Targets of Geological Exploration Works for Oil and Gas in North Caucasus Region »,

Advances in Engineering Research, volume 182 (Atlantis Press)

(13) Ce que confirment les chiffres officiels donnés par la compagnie.

(14) N. Gadimova, « First batch of diesel from Turkmenistan arrives in Russia after 5 years of break », *Caspian News*, 28 décembre 2019.

(15) Les Avars, les Darguines et les Koumyks sont les trois principales ethnies et dominent la représentation politique, économique et spirituelle.

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines
DIPLOMATIE (6 n°/an) & **LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE** (6 n°/an)
le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales



OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

☐ France métrop. 75 € ☐ DOM/TOM/Europe 105 € ☐ Reste du monde 135 €

2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS

☐ France métrop. 140 € ☐ DOM/TOM/Europe 200 € ☐ Reste du monde 260 €

Offres valables jusqu'au 30/11/2020 dans la limite des stocks disponibles

MES COORDONNÉES

☐ M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle} Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Pays.....

Téléphone.....

E-mail.....

JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

☐ chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)

☐ par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

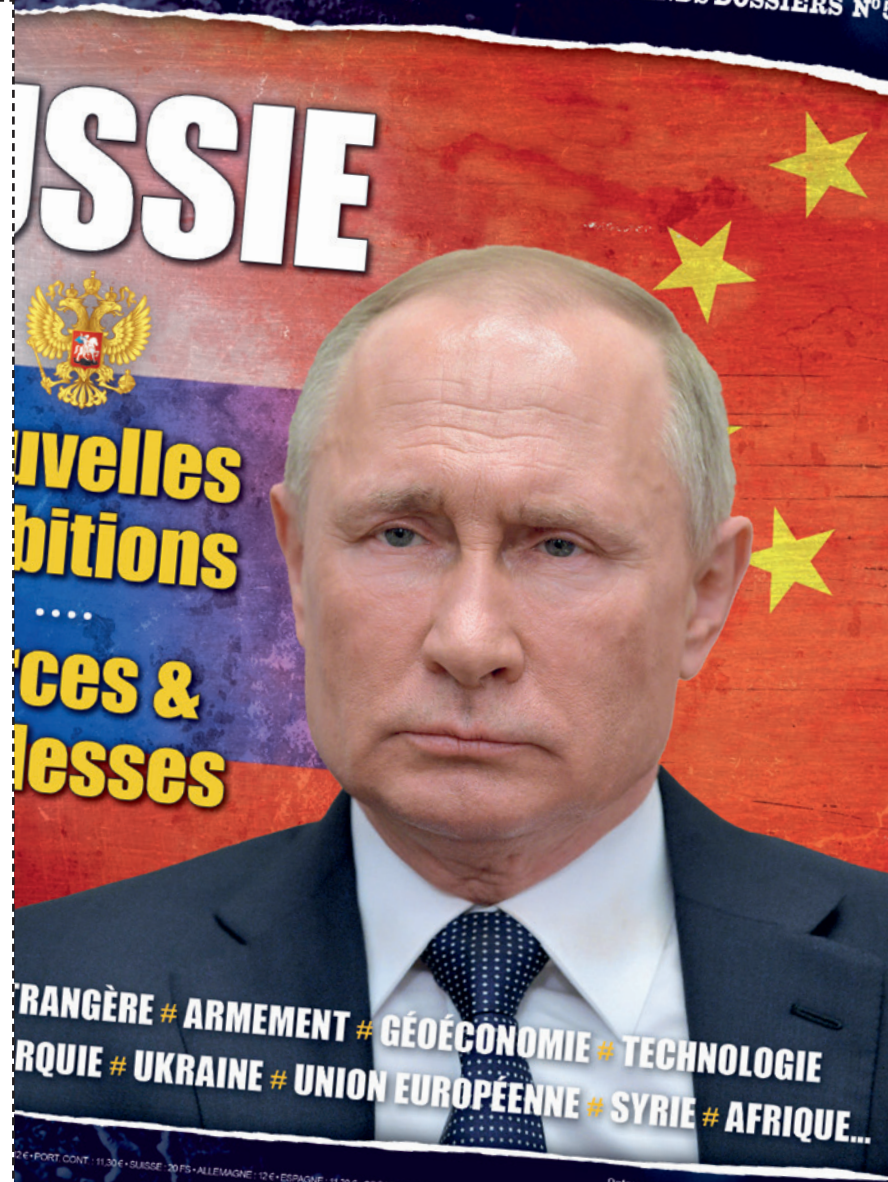
Date et signature (obligatoires)

N° de carte ____/____/____/____

Date d'expiration ____/____

Cryptogramme ____
(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.



Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

areion24.news



À renvoyer par courrier à :

MAGAZINE DIPLOMATIE - SERVICE ABONNEMENT
c/o BACK-OFFICE PRESS - 12350 PRIVEZAC

Vous pouvez également vous abonner sur Internet : www.areion24.news